



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALES/21100/Add.33
19 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAISEXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMENAdditif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/21100 du 24 janvier 1990, S/21100/Add.2 du 2 février 1990, S/21100/Add.5 du 16 février 1990, S/21100/Add.21 du 7 juin 1990 et S/21100/Add.30 du 10 août 1990.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 25 août 1990, le Conseil de sécurité a examiné la question suivante :

La situation entre l'Iraq et le Koweït (voir S/21100/Add.30, S/21100/Add.31 et S/21100/Add.32)

Dans des lettres identiques datées du 24 août 1990, adressées au Président du Conseil de sécurité, les Représentants permanents de la République fédérale d'Allemagne (S/21634), de l'Italie (S/21635), des Pays-Bas (S/21636), de l'Espagne (S/21637) et de la Belgique (S/21638) auprès de l'Organisation des Nations Unies ont demandé qu'une réunion du Conseil de sécurité soit convoquée pour examiner la dégradation de la situation entre l'Iraq et le Koweït ainsi que l'application effective de la résolution 661 (1990) du Conseil.

Dans une lettre commune datée du 24 août 1990, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/21639), les Représentants permanents de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Emirats arabes unis, du Koweït, d'Oman et du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies ont demandé qu'une réunion du Conseil de sécurité soit convoquée immédiatement pour examiner la situation entre l'Iraq et le Koweït afin d'envisager l'adoption des mesures requises pour assurer l'application des résolutions 660 (1990), 661 (1990) et 662 (1990).

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 2938^e séance, tenue le 25 août 1990, sur la base des demandes susmentionnées.

4. Demande en outre aux Etats concernés de coordonner les actions qu'ils prendront en application des paragraphes qui précèdent, en faisant appel en tant que de besoin aux mécanismes du Comité d'état-major et, après des consultations avec le Secrétaire général, de présenter des rapports au Conseil de sécurité et à son Comité créé par la résolution 661 (1990), pour faciliter la surveillance de l'application de ladite résolution;

5. Décide de rester activement saisi de la question.

